

Compte-rendu de la réunion 2021 du Conseil mondial de la CGLU : 17-18 novembre 2021

La réunion 2021 du Conseil mondial de l'Organisation des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) s'est déroulée dans le cadre du Congrès mondial de l'Expo sur les villes intelligentes (Smart City Expo), dont la CGLU est l'un des partenaires stratégiques. Les sessions de cette réunion ont revêtu un format hybride : certaines en présentiel, à Barcelone, en Espagne; et d'autres en ligne. Le Conseil mondial est le principal organe de prise de décision de l'Organisation mondiale des Cités et gouvernements locaux unis. Il se compose de 342 représentants politiques venus des différentes régions du monde. Le Conseil mondial se réunit une fois par an pour orienter les politiques de l'organisation et vérifier leur mise en œuvre.

L'édition 2021 du Conseil mondial de la CGLU avait pour thème « Les villes intelligentes et leurs territoires, piliers du programme commun » et s'est déroulée le 17 novembre 2021. Les principaux résultats auxquels a abouti le Conseil mondial sont l'adoption du plan de travail pour 2022, l'approbation du budget et d'une nouvelle structure de gouvernance provisoire avec une présidence tournante à la tête de la CGLU, ainsi que les préparatifs du Septième Congrès de la CGLU, qui aura lieu en 2022. La Session de débat sur les orientations politiques et entrepreneuriales du Conseil mondial de la CGLU s'est focalisée sur la façon dont le mouvement municipal pourrait contribuer au Programme commun du Secrétaire général des Nations Unies, et sur les différents changements que le monde doit entreprendre dans les années qui viennent, avec un accent particulier sur l'avenir des droits humains.

Le 18 novembre, une session sur le thème « Un Pacte pour l'avenir : renouveler le contrat social en vue de la grande reconfiguration » s'est attachée à tirer les enseignements de la pandémie de COVID-19 pour démontrer le rôle essentiel des autorités locales et régionales (ALR) dans la protection de communautés partout dans le monde, et pour émettre des recommandations en matière de politiques afin de guider l'élaboration du Pacte. Le même jour, Le Forum mondial des régions s'est penché sur le rôle particulier joué par les autorités régionales pour améliorer les liens et la gouvernance collaborative entre les autorités nationales, municipales et rurales dans l'optique d'un avenir de solidarité.

Bref historique de la CGLU

La CGLU a été fondée en 2004 pour garantir que les autorités infranationales et régionales et autres autorités locales puissent faire entendre leur voix dans les processus internationaux qui définissent les programmes de développement durable et de lutte contre le dérèglement climatique. Depuis sa création, la CGLU rassemble les représentants d'autorités municipales



et locales autour de sujets communs à toutes les juridictions infranationales, et défend les intérêts des autorités locales sur la scène mondiale.

La structure de gouvernance de la CGLU s'articule autour de trois organes : un Bureau Exécutif qui se réunit deux fois par an; un Conseil mondial qui se réunit une fois par an; et une Assemblée générale qui se réunit tous les trois ans à l'occasion des Congrès de la CGLU. Depuis 2010, le Congrès est également connu sous le nom de Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux.

Congrès fondateur de la CGLU : En mai 2004, des maires, des conseillers municipaux et des élus locaux et régionaux se sont réunis à Paris, en France, pour créer le Congrès des CGLU. La déclaration finale du Congrès fondateur abordait le développement durable, la globalisation, la décentralisation et la démocratie locale, la coopération, la diplomatie et la santé mondiale.

Dans ce numéro

Bref historique de la CGLU	1
Compte-rendu des réunions	2
Session de débat sur les orientations politiques et entrepreneuriales du Conseil mondial	2
Pacte pour l'avenir : Renouveler le contrat social en vue de la grande reconfiguration	5
Forum mondial des régions	6
Réunions à venir	8
Glossaire	8

Deuxième Congrès de la CGLU : Au deuxième Congrès de la CGLU, tenu en octobre 2007 à Jeju, en République de Corée, les participants ont discuté de la coopération avec les régions, des répercussions de l'urbanisation et des défis de la ville de demain. La déclaration finale énonçait des engagements en matière de réchauffement climatique et de protection environnementale, de droits humains, de paix et développement, et vis-à-vis des Objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, le Congrès a approuvé un document d'orientation sur la question du financement local.

Troisième Congrès de la CGLU : Premier Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux : En novembre 2010, à Mexico, au Mexique, le Congrès s'est réuni pour la première fois en tant que Sommet mondial et a adopté un document intitulé « [La Ville de 2030 – Notre Manifeste](#) ». Le Manifeste expose les objectifs communs des dirigeants locaux et leur détermination à rendre le monde urbain meilleur.

Quatrième Congrès de la CGLU : Deuxième Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux : Tenu en octobre 2013, à Rabat, au Maroc, le deuxième Sommet mondial a célébré le centenaire du mouvement municipal international et permis aux participants de débattre et d'échanger leurs points de vue sur les questions les plus essentielles pour les autorités infranationales et leurs partenaires. Le document final du Sommet, [la Déclaration de Rabat](#), a reconnu la nécessité d'aborder les questions du changement, de l'innovation et de la justice sociale à travers le renforcement de la gouvernance ascendante sous l'impulsion d'Autorités locales et régionales (ALR) soucieuses d'inclusivité.

Cinquième Congrès de la CGLU : Troisième Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux : Le troisième Sommet mondial s'est tenu en octobre 2016, à Bogotà, en Colombie, sous le thème « Voix locales pour un monde meilleur ». Le Sommet a approuvé le [Programme d'engagement et d'action de Bogotà](#), qui fournit un guide d'action pour les ALR dans le cadre du suivi de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). Le guide contient des recommandations portant sur : les contributions infranationales à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et d'autres objectifs mondiaux; la réforme des cadres juridiques, institutionnels et politiques du niveau national; et la garantie d'une juste place des ALR autour de la table globale, notamment en matière de gouvernance mondiale, de financement international et de coopération décentralisée.

Sixième Congrès de la CGLU : Quatrième Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux : Tenu du 11 au 15 novembre 2019, à Durban, en Afrique du Sud, ce sommet a approuvé la Déclaration politique de Durban sur la [Vision de l'avenir de notre mouvement municipal international renouvelé](#). Le Sommet a également approuvé, pour la première fois dans l'histoire du Congrès de la CGLU, un recueil de recommandations politiques intégrées découlant d'un processus de consultation sur six mois mené auprès de diverses parties prenantes, qui proposait des actions prioritaires de type ascendant (« bottom-up ») conformes aux spécificités des continents et des régions.

Réunion 2020 du Conseil mondial de la CGLU : Tenue les 12 et 13 novembre 2020 à Guangzhou, en Chine, cette réunion au format virtuel avait pour thème « Le rôle du Mouvement municipal et régional international au temps de la COVID ». À noter parmi les principaux résultats de la réunion : la création d'un Fonds de solidarité internationale de la CGLU pour le renforcement de la gouvernance locale ; la nomination de trois nouveaux Conseillers Ubuntu pour contribuer à élargir la portée et diffuser le discours de la CGLU ; et la création d'un nouveau Conseil d'orientation chargé de la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain (NAU).



Emilia Saiz Carracedo, Secrétaire générale de la CGLU

Compte-rendu des réunions

Session de débat sur les orientations politiques et entrepreneuriales du Conseil mondial

L'édition 2021 du Conseil mondial de l'Organisation des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) s'est ouverte par une discussion sur les droits humains et les contributions que les ALR peuvent faire au rapport commandé par le Secrétaire général des Nations Unies intitulé « Notre programme commun ». Mohamed Boudra, Président de la CGLU, a présidé cette session.

Emilia Saiz Carracedo, Secrétaire générale de la CGLU, a accueilli les délégués à cette réunion. Boudra a indiqué que la première réunion du Forum des régions de la CGLU est un événement crucial de coordination entre les villes et les régions, de transformation du contrat social et de mise en place d'un nouveau mode d'interaction avec les gouvernements. Il a identifié des tendances émergentes que la CGLU doit aborder, comme : l'établissement d'une nouvelle relation avec la planète ; le fait de « faire entendre la voix des sans-voix » ; et les partenariats pour une bonne relance post-pandémique.

Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits humains, a affirmé que la pandémie de COVID-19 a mis à nu les inégalités et la discrimination structurelle affectant les sociétés, mais a aussi révélé la créativité des solutions mises en avant face à la crise multi-facettes qui touche le monde, signalant un tournant de la gouvernance technocratique vers une gouvernance plus centrée sur les personnes. Elle a appelé à renforcer le réseau CGLU pour protéger les droits humains au niveau local.

Philippe Rio, Maire de Grigny, en France, a martelé que la pandémie de COVID-19 impose un renforcement de la protection des droits humains par les municipalités locales et de leur action



Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits humains

en faveur des ODD, pour un monde plus juste et plus inclusif. Il a appelé à améliorer l'accès au logement et à la santé, à lutter contre la violence de genre, et à défendre les populations vulnérables.

Linda Voortman, Co-Maire d'Utrecht, au Pays-Bas, a fait observer que la translation des droits humains au niveau local les fait apparaître comme un outil de transformation. Elle a qualifié de jalon historique le document final issu du Sommet 2019 de Genève sur les droits humains et la démocratie, et a appelé à consolider les travaux dans ce cadre. Elle a en outre annoncé qu'une version actualisée de la Charte mondiale – Programme des droits humains dans la ville établie en 2011 sera adoptée en 2022.

Saiz a rapporté que la CGLU travaille à la mise en place d'un espace dédié au dialogue entre les ALR et le Bureau de la Haute-Commissaire aux droits humains, avec pour but de renforcer les capacités du mouvement municipal et d'intégrer davantage les droits humains dans ses travaux.

Le Conseil s'est ensuite penché sur des questions institutionnelles, notamment l'adoption du Rapport du Conseil mondial édition 2020. Boudra a évoqué les travaux de l'organisation en 2021, y compris en matière d'égalité et de réaction aux situations d'urgence, et a signalé que la question de prendre soin des gens dans le cadre d'un nouveau contrat social est un thème qui prend de l'ampleur. Saiz a présenté le plan de travail pour 2022 en soulignant l'importance du processus en cours de discussion ouverte qui permet des consultations permanentes avec la société civile, et le travail sur des forums et des plateformes virtuelles pour l'apprentissage et la recherche.

Alison Evison, Présidente de la Convention des autorités locales écossaises (COSLA) a rapporté une récente collaboration lors de la 26^e session de la Conférence des Parties (CdP 26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui s'est déroulée à Glasgow, au Royaume-Uni, où la COSLA et d'autres ont pu renforcer les références aux autorités locales dans le texte de l'accord final pour stimuler le travail en partenariat.

Cemal Baş, de la Municipalité de Keçiören, en Turquie, a souhaité que le prochain rapport de l'Observatoire mondial de la démocratie locale et de la décentralisation se penche sur un modèle de ville du futur.

Pilar Díaz, du Conseil de la province de Barcelone, en Espagne, a affiché son soutien au renforcement de la gouvernance locale et mondiale prévu dans le plan de travail 2022 avec pour objectif de les rendre plus participatives. Elle a dit que Barcelone est engagée : à continuer de co-administrer le Conseil d'orientation sur la gouvernance territoriale multiniveaux et les financements durables ; à renforcer les programmes dédiés à lutter contre les inégalités de genre ; et à renforcer l'agenda pour la paix de la CGLU.



Mohamed Boudra, Président de la CGLU



Linda Voortman, Co-Maire d'Utrecht, au Pays-Bas

Mohamed Wajdi Aydi, Maire-adjoint de Sfax, en Tunisie, a remercié la CGLU pour avoir aidé la ville de Sfax à aborder la problématique des migrants. Il a dit que Sfax est un lieu de paix, et a exprimé le souhait que les gouvernements des deux côtés de la Méditerranée puissent gérer la crise migratoire de façon durable.

Carlos Martínez, Maire de Soria, en Espagne, a estimé que les autorités locales devraient travailler avec les Nations Unies « pour élargir les perspectives du NAU », notamment en matière d'égalité de genre et de lutte contre les changements climatiques, et a appelé à mettre davantage l'accent sur les villes intermédiaires.

Mohamed Sefiani, Maire de Chefchaouen, au Maroc, et Président du Forum des villes intermédiaires, a dit que, dans son rapport final, le deuxième Forum mondial, qui s'est tenu à Kütahya, en Turquie, en octobre 2021, a placé les villes de taille moyenne au centre la CGLU.

Mohammad Farjoud, de la municipalité de Téhéran, en Iran, a indiqué que la COVID-19 a poussé les villes dans l'ère numérique avec des plateformes digitales et des données qui leur permettent de comprendre ce qui se passe, d'identifier leurs difficultés et définir leurs plans, et d'exécuter leurs projets.

Josep Mayoral Antigas, Maire de Granollers, en Espagne, a rappelé le bon mot de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, pour qui la paix se construit dans les quartiers, non dans les salles de réunions. Il a indiqué que le Forum mondial 2017 sur les violences urbaines et l'éducation à la coexistence et à la paix, et le Forum mondial 2020 des Villes et territoires pour la paix, ont tous deux établi des programmes pour favoriser la paix au niveau local, en signalant que le Prix de la CGLU pour la Paix est issu de ce processus.

Mohamed Saadie, Président de la CGLU-Moyen-Orient et Asie occidentale (CGLU-MEWA) et de l'Union des municipalités de la région de Dannieh, au Liban, a annoncé que l'Union a remporté le cinquième Prix de Guangzhou pour la localisation des ODD et la lutte contre la COVID-19 avec ses approches participatives qui donnent priorité aux personnes.

Les participants ont ensuite approuvé le plan de travail de la CGLU pour 2022.

Les ALR unies pour avancer : le Programme commun : Thembisile Nkadameng, Ministre-adjoint à la gouvernance coopérative et aux affaires traditionnelles de l'Afrique du Sud, et Co-Président de la CGLU, a présidé ce segment.

Saiz a rapporté que les Conseils d'orientation se sont réunis en ligne pendant l'année 2021 et lors de cette réunion, et ont fait des avancées importantes dans leurs domaines respectifs, à savoir :

- Droit à la ville et territoires inclusifs;
- Des opportunités pour tous, culture et diplomatie de la ville : les clés du développement durable et de la paix;



Ada Colau, Maire de Barcelone, Espagne

- Gouvernance territoriale multiniveaux et financements durables ;
- Des villes plus sûres, résilientes et durables, en capacité de faire face aux crises ; et
- Mise en œuvre du NAU.

Volker Türk, Sous-Secrétaire général des Nations Unies à la coordination stratégique, a présenté le Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, « Notre programme commun », qui a pour mandat d'aborder les défis présents et à venir. Il a mis en exergue le rôle central des autorités locales et des villes, qui sont souvent le premier point de contact et qui sont, de ce fait, en première ligne pour faire face à ces défis.

Ada Colau, Maire de Barcelone, Espagne, et Envoyée spéciale de la CGLU aux Nations Unies, a souhaité la bienvenue à Barcelone aux délégués présents, et s'est dite intéressée par une collaboration sur le Programme commun. Elle a remarqué la proposition visant à établir un comité consultatif d'autorités locales, et a estimé que ceci est vital pour assurer une relation structurée et un multilatéralisme inclusif. Pointant du doigt la méfiance croissante envers les institutions, elle a estimé que cette « période exceptionnelle » de bouleversements climatiques et d'autres crises demandent des engagements nouveaux et des façons différentes de travailler en intégrant les jeunes et les femmes.

Les participants ont ensuite abordé la question du travail des Conseils d'orientation de la CGLU dans l'optique du Pacte pour l'avenir.

Tunç Soyer, Maire d'Izmir, Turquie, a souligné l'importance de travailler en harmonie et d'adopter une démarche de « culture circulaire » comme base de la planification urbaine, afin de réduire l'empreinte environnementale des villes.

Pour Fatimetou Abdel Malick, Président de la région de Nouakchott, Mauritanie, la pandémie a montré le besoin de renforcer les relations et de repenser les modes de productions et la planification urbaine.

Joanne Vanderheyden, Présidente de la Fédération des municipalités canadiennes, a évoqué la crise financière sans précédent que le Canada a subie à cause de la pandémie de COVID-19 et la façon dont les communautés se sont rassemblées pour se soutenir mutuellement. Elle a appelé à renforcer les capacités et la résilience, en estimant que les domaines identifiés dans le Pacte vont aider les communautés à débloquer les financements pour mieux servir la citoyenneté locale.

Qiang Sheng, de l'autorité municipale de Xi'an, Chine, a fait rapport : du Conseil mondial 2020 de la CGLU, qui s'est tenu en ligne à Guangzhou; de la récente présentation du cinquième Prix Guangzhou d'innovation urbaine; et des activités multilatérales permettant d'amplifier la voix des autorités locales dans le monde. Il a également souligné les efforts déployés par

la CGLU-Asie Pacifique (CGLU-ASPAC) pour promouvoir une coopération gagnant-gagnant dans le cadre de travail de la CGLU.

Les membres ont pris note des délibérations des Conseils d'orientation et approuvé la première composante de travail sur le Pacte pour l'avenir.

Programme de la CGLU pour la paix et développement économique local : Sous la présidence de Nkadimeng, Saiz a fait rapport au sujet du Programme pour la paix, en mettant en lumière les préparatifs du lancement de la troisième ronde de candidatures pour le Prix CGLU de la paix, qui a pour objet de soutenir les autorités locales dans le développement d'une culture de paix dans leurs communautés. Elle a indiqué que le prix sera décerné lors du Congrès mondial de la CGLU en 2022.

Francisco Tojas, Maire de Las Cabezas de San Juan, en Espagne, et Co-Président du Comité de la CGLU pour le développement économique et social local, a évoqué le cinquième Forum mondial sur le développement économique local, qui a eu lieu à Córdoba, en Argentine, en décembre 2020. Il s'est dit reconnaissant de l'inclusion du développement social et économique local dans le programme de la CGLU. Tojas a synthétisé la déclaration finale du Forum autour de trois priorités : l'innovation économique, sociale et environnementale ; le travail pour l'avenir et l'avenir du travail ; et les modes de production et de consommation renouvelés, inclusifs et durables.

Rory Nisan, du Conseil régional de Halton, au Canada, a souligné que la Fédération des municipalités canadiennes soutient les résultats du Forum. Les membres ont pris note de la mise à jour du Programme pour la paix et adopté la déclaration finale du cinquième Forum mondial.

Saiz a ensuite informé les participants des derniers préparatifs pour le septième Congrès mondial qui aura pour thème « Unis pour avancer », et qui se tiendra en 2022 à Daejeon, en République de Corée. Le Maire de Daejeon, Heo Tae-jeong, s'est exprimé par liaison vidéo sur les préparatifs avancés par la ville en vue du Congrès. Il a dit avoir demandé au Secréariat de la CGLU-Monde d'inviter la Fédération des villes nord-coréennes au Forum, en espérant que la participation de la Corée du Nord au Congrès constituera un signal fort pour la paix dans la péninsule coréenne et dans le monde.

José Ribeiro, Maire de Valongo, au Portugal, a présenté le Prix de la « Meilleure pratique de participation citoyenne », décerné par l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP), qui vise à renforcer la démocratie et l'implication des communautés. Le prix a reçu cette année 51 nominations, a-t-il indiqué, qui ont été soumises à un panel de pairs et un jury d'experts ; des mentions spéciales ont été attribuées aux municipalités d'Ankara (Turquie), de Milan (Italie), de Mexico (Mexique), de Göteborg (Suède) et de Rio de Janeiro (Brésil), a-t-il rapporté. Le premier prix a été décerné à la municipalité de



José Ribeiro, Maire de Valongo, au Portugal



Le Président entrant de CGLU Ilsur Metshin, Maire de Kazan, Fédération de Russie



María Fernanda Espinosa, Présidente de la 73e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Lima, au Pérou, pour son programme « Lima Joven Acciona » (Action de la jeunesse de Lima). Tania Peña, Déléguée à la jeunesse de la municipalité de Lima, a parlé du travail d'engagement de la jeunesse, notamment dans la réponse à la pandémie, mais aussi pour promouvoir le leadership, la santé et l'entreprenariat des jeunes.

Berry Vrbanovic, Maire de Kitchener, au Canada, et Trésorier de la CGLU, a présenté les rapports du Comité de gestion financière et du Comité des affaires statutaires. Il a indiqué que la CGLU dispose d'un excédent de 231 821,07 EUR sur l'exercice 2020 et que le Comité de gestion financière a recommandé l'allocation de 20% de cette somme aux ressources volontaires et de reporter le solde sur l'année suivante. Les délégués ont alors approuvé les comptes et la décharge financière pour 2020 ainsi que le projet de budget pour 2022.

Vrbanovic a ensuite annoncé que le Président de la CGLU Boudra n'est pas candidat à sa réélection en tant que Maire et que le Co-Président Nkadameng a été nommé Ministre adjoint au gouvernement de l'Afrique du Sud. Ainsi, n'étant plus représentants élus d'autorités locales, a-t-il indiqué, ils ne sont plus éligibles à siéger au Bureau exécutif de la CGLU. Il a rapporté les discussions collégiales à ce sujet au sein du Comité des affaires statutaires, et a indiqué que le Comité recommande une présidence tournante parmi les membres du Bureau exécutif jusqu'à la fin du mandat en 2022, Boudra assurant les fonctions de Président honoraire et Nkadameng celles de Co-Président honoraire jusqu'à cette échéance. Les délégués ont approuvé ces changements de gouvernance et remercié Boudra et Nkadameng pour leurs états de service.

Ilsur Metshin, Maire de Kazan, en Fédération de Russie, s'est exprimé en tant que Président entrant de la CGLU et a promis : de poursuivre le travail de Boudra ; de s'efforcer d'appliquer les leçons apprises ; et de porter la CGLU toujours plus haut.

Saiz a clos la réunion à 18h24 CET.

Pacte pour l'avenir : Renouveler le contrat social en vue de la grande reconfiguration

Cette session a rassemblé des Conseillers Ubuntu (le mot « ubuntu », en langue bantoue Nguni, recouvre une notion proche des concepts d'humanité et de fraternité) et des maires de différentes régions pour mener une réflexion au sujet de la transformation future du niveau local.

Aromar Revi, de l'Institut indien des peuplements humains, a averti qu'avec l'intensification des crises environnementales et le déclin des débouchés économiques, les villes risquent de faire face à des insécurités alimentaires et hydriques. Il a estimé que les cadres intergouvernementaux ne sont pas à la hauteur de la reconfiguration requise et a appelé les villes : à clarifier

s'il est possible de reconfigurer ; à travailler solidairement pour mobiliser leurs collectivités ; à mettre leurs ressources en commun ; à fournir des services comme elles l'ont fait pendant la pandémie ; et à se tenir prêtes aux contestations mues par d'autres intérêts que leurs actions ne manqueront pas de déclencher.

Gissela Chala, Vice-Maire de Quito, en Équateur, a appelé à un multilatéralisme inclusif avec une approche solide en matière de genre pour des villes à l'écoute de leurs citoyens.

María Fernanda Espinosa, Présidente de la 73^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a appelé les ALR à favoriser l'appropriation sociale et la compréhension des décisions multilatérales. Elle a recommandé de traduire les discours abstraits en politiques puis en actions, et de regagner la confiance des citoyens, en particulier celle des jeunes générations.

Noraini Roslan, Maire de Subang Jaya, en Malaisie, a estimé que les villes ont appris de nombreuses leçons sous l'effet de la pandémie. Du fait qu'elles attirent les migrations, et que les maladies se propagent dans les lieux surpeuplés, elles ont dû faire face à une charge supplémentaire concernant le logement. Cela requiert des soutiens à tous les niveaux de gouvernement, a-t-elle affirmé.

Tunç Soyer, Maire d'Izmir, en Turquie, a réitéré l'importance d'adopter une culture circulaire dans le traitement des crises dont la fréquence et l'intensité s'accroissent – et dont les humains sont à la fois la cause et les victimes –, et a noté que les villes peuvent mobiliser des réponses rapides en cas d'urgence. Expliquant comment l'empreinte écologique dépasse les limites administratives, il a estimé que la responsabilité doit être partagée à travers une collaboration multi-niveaux.

José Ribeiro, Maire de Valongo, au Portugal, a rappelé aux délégués qu'il revient aux autorités locales de mettre en œuvre les décisions et que cela leur permet de guider l'action à partir de la base et vers les niveaux les plus élevés de gouvernement.

Carola Gunnarsson, Maire de Sala, en Suède, a expliqué que sa ville utilise le Programme 2030 de développement durable comme feuille de route, y compris lorsqu'elle élabore son budget et sa stratégie climatique, et a insisté pour que les lacunes en matière de genre soient comblées, en particulier dans les domaines techniques et la numérisation.

Ana Falú, de l'Université nationale de Cordoue, en Espagne, a estimé que le défi auquel il faut faire face n'est pas un problème de genre mais un problème structurel, et a insisté sur l'importance de placer les droits humains et le multilatéralisme dans la vie de tous les jours, y compris en réglant la question de la violence envers les femmes et les filles.

Mohamed Sefiani, Maire de Chefchaouen, au Maroc, a estimé que la résilience et la solidarité sont importantes pour réajuster les priorités des villes après la pandémie de COVID-19,



Marcela Petrantonio, autorité municipale du district de Tandil, Argentine

notamment en matière d'inégalités. Il a signalé que les villes intermédiaires isolées doivent établir un dialogue et des partenariats avec d'autres organismes administratifs et avec les citoyens, et bénéficier d'un accès facilité aux financements, en particulier les financements internationaux, pour mettre en œuvre le multilatéralisme.

La feuille de route du développement durable et des droits humains ne peut être menée à bien sans les villes et les autorités locales, a affirmé Carolina Cosse, Maire de Montevideo, en Uruguay, en recommandant que ces instances exigent la place qui doit être la leur à la table internationale. Elle a indiqué que les villes et autorités locales doivent « faire le diagnostic » de leur situation sur la base des faits avérés et s'assurer que les citoyens connaissent l'importance de leur travail dans la grande transformation.

Jorge Perez Jaramillo, du Conseil départemental d'Antioquia, en Colombie, a évoqué une « pandémie de crises » qui demande une réponse aux niveaux local et régional. Il a plaidé pour une planification et des projets plus stratégiques, mettant l'accent sur des infrastructures sociales abordables. Il a recommandé : une planification intégrée pour combattre l'isolement des communautés ; des actions audacieuses et participatives ; une vision à long-terme ; et l'affinement du rôle des autorités municipales couplé au renforcement des liens entre universités et institutions publiques.

Marcela Petrantonio, de l'autorité municipale du district de Tandil, en Argentine, a expliqué qu'il est nécessaire de tisser des alliances entre toutes les parties prenantes pour déconstruire les structures patriarcales des sociétés. Elle a appelé à établir des laboratoires/villes intermédiaires au service du Programme 2030.

Qiang Sheng, de l'autorité municipale de Xi'an, en Chine, a fait observer qu'effacer les inégalités entre les riches et les pauvres risque de prendre beaucoup de temps aux gouvernements, mais que les services de base, tels que l'égalité d'accès aux vaccins, doivent être fournis aux citoyens. Il a plaidé pour une gouvernance locale axée sur les personnes.

Au cours de la discussion, Mohamed Wajdi Aydi, Maire adjoint de Sfax, en Tunisie, a évoqué les nombreuses villes « tristes », comme celles de Palestine ou des zones en conflits, ou celles qui manquent de ressources. Il a exhorté à reconnaître les villes qui ont su gérer des situations difficiles malgré tout.

Jon Aguirre Such, de l'organisation URBACT, a estimé que le « pouvoir du nous » peut faire fructifier des idées. Il a expliqué que le langage peut façonner la réalité et la transformer, mais que le multilatéralisme n'est pas un concept simple. Il a appelé à agir maintenant, ensemble, aux niveaux multilatéral et international, pour mettre les villes au centre du débat mondial.

Inés Sánchez de Madariaga, Présidente de l'Assemblée générale des partenaires (AGP), a indiqué que l'organisation

est une plateforme multipartite qui canalise la collaboration des villes en matière de développement durable. Elle a expliqué que la participation de la CGLU dans tout ce qui a trait aux femmes est importante, en retenant des formules telles que « ville de soin » et « municipalité féministe ».

Sergio Arrendondo, de la Fédération des villes, municipalités et associations d'autorités locales d'Amérique latine, s'est interrogé au sujet du rôle des associations régionales face au chômage dans les villes latino-américaines, qui connaissent un taux très élevé de travail informel, et face aux urgences environnementales.

Plusieurs Conseillers Ubuntu ont soulevé quelques points additionnels : la construction d'un système interurbain mondial ; l'autonomisation des femmes, en mettant le soin au centre de tous les programmes ; et le développement d'un mouvement municipal féministe.

Agustí Fernández de Losada, du Centre barcelonais d'affaires internationales, a réfléchi au rôle central des villes et des ALR pour garantir que personne ne soit laissé pour compte dans cette période de changements profonds. Il a recommandé de relier le discours transformationnel aux politiques publiques, de mesurer l'impact de la responsabilisation, de s'assurer que les ressources disponibles soient suffisantes, et de définir clairement les compétences pour une gouvernance multiniveaux plus inclusive.

Forum mondial des régions

Le Forum mondial des régions s'est penché sur le thème « Territoires intelligents à l'ère urbaine ».

Uğur İbrahim Altay, Maire de Konya, en Turquie, et Co-Président de la CGLU, a ouvert le Forum en affirmant que les autorités locales doivent protéger leurs citoyens et lutter contre les crises qui se présentent, mais que pour ce faire elles ont besoin de liens verticaux, d'une meilleure coordination et d'intégration à tous les niveaux. Il a mis en exergue le rôle du Forum pour faciliter la compréhension des objectifs communs et la façon de coopérer pour les renforcer.

Pablo Jurado, Président de la région d'Imbabura, en Équateur, et Président du Forum des régions, a relevé la complémentarité des expériences propres de nombreux participants au Forum en tant que Maires dans un premier temps, puis Gouverneurs ensuite. Il a salué ce premier rassemblement du Forum mondial des régions en évoquant le processus de sept ans qui a été nécessaire pour le préparer. Il a souligné l'importance de la transformation écologique, de la justice sociale, de la compétitivité, du soin pour les citoyens et de la cohésion à tous les niveaux, en affirmant que les régions doivent agir de concert pour se positionner sur la scène internationale.

Dialogue I : Configurer les territoires comme des écosystèmes intégrés : Un pacte pour la planète : La Secrétaire générale de la CGLU Emilia Saiz a animé cette session.



Fatimou Abdel Malick, Présidente du Conseil régional de Nouakchott, Mauritanie



Anibal Gaviria, Gouverneur d'Antioquia, Colombie, et Président de l'Assemblée de l'Alliance des villes

Fatimetou Abdel Malick, Présidente du Conseil régional de Nouakchott, Mauritanie, a fait valoir que les autorités régionales et locales ont les mêmes objectifs, les mêmes citoyens et les mêmes défis, et a appelé les différentes instances à joindre leurs efforts pour aider les communautés, partager des expériences positives et créer des synergies. Elle a fait observer comment la pandémie a mis à nu les inégalités, en évoquant les efforts de son administration territoriale pour aider les familles à atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Anibal Gaviria, Gouverneur d'Antioquia, en Colombie, et Président de l'Assemblée de l'Alliance des villes, a estimé que les zones rurales et urbaines ont besoin de trouver un meilleur équilibre et une certaine harmonie. Il a suggéré que la CGLU adopte la formule « acteurs unis » plutôt que « agissant ensemble » afin de montrer l'objectif commun et accroître ainsi son influence. Il a défendu que les concepts doivent être universels et faciles à retenir, comme le droit à une espérance de vie de 90 ans quel que soit le lieu de naissance.

Kim Borisov, Représentant permanent de la République de Sakha (Yakoutie), en Fédération de Russie, a expliqué comment sa région, située pour moitié dans le cercle polaire arctique, est touchée de plein fouet par les changements climatiques, avec un déclin rapide des banquises, la fonte du permafrost et une recrudescence des feux de forêts, qui imposent des systèmes de protection efficaces et requièrent des financements.

Sergio Graf, Secrétaire à l'environnement et au développement territorial de Jalisco, au Mexique, et Vice-Président pour les Amériques de Regions4, a déploré le dérèglement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité, en déclarant que la collaboration à tous les niveaux est fondamentale, notamment par le biais du transfert de ressources.



Marcela Villarreal, FAO

Marcela Villarreal, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a dénoncé les impacts de la destruction des systèmes alimentaires, qui se traduit par une recrudescence de la faim et du gaspillage alimentaire, et a plaidé pour une transformation des systèmes alimentaires, y compris en tissant des liens entre les villes et les territoires qui les sous-tendent. Elle a estimé urgent d'accélérer cette transformation, notamment par l'intégration verticale et horizontale, et des coalitions mondiales multi-objectifs telles que la Coalition pour les systèmes alimentaires urbains récemment mise en place sous l'égide de la FAO, dont la CGLU est un des membres.

Dialogue II : Accélérer les programmes urbains des autorités régionales : Un pacte pour les peuples : Antonia Sabartes, du Secrétariat de la CGLU, a animé cette session.

Edgar Pieterse, Directeur du Centre africain pour les villes, a plaidé pour : des formes diverses d'entreprise collective, y compris l'entreprise sociale ; percevoir l'histoire comme une archive qui enregistre les aspects locaux et sociaux ; et renforcer les capacités et la littératie en matière de résolution de problèmes.

Magnus Berntsson, Ministre régional à l'environnement du Comté de Västra Götaland, en Suède, et Président de l'assemblée des régions européennes, a estimé que les régions ont un rôle essentiel en matière de connectivité et de planification régionale pour faire le lien entre les zones urbaines et rurales, lutter contre les déséquilibres territoriaux et garantir une utilisation plus effective des ressources.

Mercè Conesa, du gouvernement de Catalogne, Espagne, a informé que la Catalogne utilise la numérisation pour faire avancer le NAU tout en responsabilisant ses citoyens pour concrétiser les ODD et mener à bien une décarbonation accélérée.

Luciano Rivas, Gouverneur de l'Araucanie, au Chili, a noté l'immense diversité des populations et des climats régionaux, même au sein d'un même pays, et a indiqué que le Chili est en passe de décentraliser et de démocratiser la gouvernance régionale. Il a recommandé d'adopter une perspective locale pour comprendre les problèmes et les solutions potentielles.

Apostolos Tzitzikostas, Gouverneur de la Macédoine centrale, en Grèce, et Président du Comité européen des régions, a énergiquement appelé à l'unité en Europe et au-delà pour se mettre en capacité d'affronter les changements sociaux prescrits par les ODD, car de nombreux ODD sont mis en œuvre aux niveaux régional et local. Il a martelé que les autorités infranationales ne sont pas de simples exécutants mais peuvent au contraire se montrer parfois beaucoup plus ambitieuses de leurs gouvernements nationaux. Tzitzikostas a appelé à relier les « contributions déterminées au niveau local et régional » aux contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, ainsi qu'à déployer des efforts coordonnés en matière de neutralité climatique. Il a noté que les villes prennent en charge 90% des mesures mondiales d'atténuation, et a appelé à investir dans toutes les villes de toutes les régions du monde.

Adama Diouf, Président du Conseil régional de Kaffrine, au Sénégal, et Vice-Président de l'Organisation des régions unies / Forum des autorités régionales et des associations mondiales de régions, a asséné que les changements climatiques ont exacerbé les problèmes liés à la pandémie de COVID-19 en Afrique, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Il a révélé qu'un programme de résilience, entrepris au moyen de crédits fiscaux, d'apports du secteur privé et d'autres soutiens, n'a pas pu faire face à toutes les difficultés du pays parce que les moyens étaient de toute façon insuffisants. Il a fait observer que les pays doivent disposer de services sanitaires résilients, de stratégies pour assurer leur survie, et de solutions pour les communautés.

Dorothee Allain-Dupré, de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), a évoqué les tendances de la gouvernance régionale qui guident la « révolution silencieuse » de la décentralisation, et estimé que les régions sont le meilleur niveau géographique pour combattre les inégalités, y compris à travers des économies d'échelle.

Le Président honoraire de la CGLU Nkademeng a expliqué que le mot « ubuntu » est un concept sud-africain porté par Nelson Mandela, qui véhicule un esprit de soutien mutuel et de respect de la diversité pouvant ouvrir la voie à des retombées économiques, à des innovations et à la croissance économique.

Le Président du Forum des régions Jurado a remercié les participants pour leur réflexion sur les interactions entre les niveaux régional et national, urbain et rural, de gouvernance.

La Secrétaire générale de la CGLU Saiz a clos la réunion à 16h33 CET, en saluant le leadership renouvelé de la CGLU, son plan de travail clair, l'approbation de son budget et le renforcement de sa vision.

Réunions à venir

20^e Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative : L'édition 2021 de la conférence de l'OIDP se tiendra en collaboration avec la CGLU. Des sessions seront dédiées à la participation citoyenne dans la transformation écologique, à revisiter la démocratie locale, et à la question du municipalisme féministe et de la démocratie participative. L'Assemblée générale de l'OIDP aura lieu également à cette occasion. **dates** : 29-30 novembre, 1-2 décembre 2021 **lieu** : en ligne **www** : oidp.net/en/conference2021.php

Sommet mondial des transports publics de l'Union internationale des transports publics (UITP) : Le Sommet mondial des transports publics de l'UITP est le plus grand événement au monde consacré à la mobilité urbaine, où des professionnels des transports publics viennent débattre et programmer les prochaines étapes de nos villes. **dates** : 14-17 décembre 2021 **lieu** : Melbourne, Australie **www** : maas-alliance.eu/event/uitp-global-public-transport-summit/

Réunion de haut-niveau de l'Assemblée générale sur la mise en œuvre du NAU : Cette réunion est censée avoir lieu en avril 2022. **dates** : 28 avril 2022 (à confirmer) **lieu** : New York, États-Unis **www** : www.un.org/pga/76/wp-content/uploads/sites/101/2021/10/Letter-from-the-PGA-HLM-New-Urban-Agenda.pdf

9^e Sommet Africities : La CGLU-Afrique accueillera le neuvième Sommet Africities sur le thème « Le rôle des villes intermédiaires d'Afrique dans la mise en œuvre du Programme 2030 des Nations Unies et du Programme de l'Union africaine à l'horizon 2063 ». **dates** : 17-21 mai 2022 **lieu** : Kisumu, Kenya **www** : unhabitat.org/events/9th-africities-summit

Stockholm+50 : L'Assemblée générale des Nations Unies convoque deux journées de réunion internationale pour commémorer le 50^e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, qui s'est déroulée à Stockholm, en Suède, en juin 1972. L'Assemblée générale invite « toutes les parties prenantes concernées, notamment les femmes, les jeunes, des personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les peuples autochtones et les communautés locales » à contribuer à la réunion et à ses préparatifs. **dates** : 2-3 juin 2022 **lieu** : Stockholm, Suède **www** : www.government.se/government-policy/stockholm50/

11^e Session du Forum urbain mondial (WUF11) : La WUF11 se tiendra sur le thème « Transformer nos villes pour un meilleur avenir urbain ». Le Forum mettra en lumière un état de préparation éclairée qui offre la possibilité d'anticiper les changements, de corriger la ligne de conduite au besoin,

et d'approfondir nos connaissances sur les différentes options d'avenir qui s'offrent aux villes. Il vise à montrer comment les politiques, les stratégies et les actions peuvent promouvoir des futurs plus souhaitables. **dates** : 26-30 juin 2022 **lieu** : Katowice, Pologne **www** : wuf.unhabitat.org/

Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) – Édition 2022 : Le FPHN est la principale plateforme des Nations Unies en matière de développement durable, avec un rôle central dans le suivi et la vérification de la mise en œuvre du Programme 2030 de développement durable et des ODD. Tous les États membres des Nations Unies, ainsi que les représentants des organisations de la société civile, participent au FPHN. **dates** : 5-15 juillet 2022 **lieu** : New York, États-Unis **www** : sustainabledevelopment.un.org/hlpf

Réunion de haut-niveau des Nations Unies sur la sécurité routière : L'Assemblée générale des Nations Unies convoque cette réunion de haut niveau consacrée à l'amélioration de la sécurité routière à l'échelle mondiale en juillet 2022, dans le cadre de la cible 6 de l'ODD 3, avec pour objectif de réduire de moitié le nombre mondial de morts et blessés de la route, et dans celui de la cible 2 de l'ODD 11, avec pour but d'améliorer la sécurité routière en favorisant l'accès aux systèmes de transport et l'expansion des transports publics. Le thème, cette année, sera « L'horizon 2030 pour la sécurité routière : garantir une décennie d'action et de réussite ». **date** : 5 juillet 2022 [provisoire] **lieu** : New York, États-Unis **www** : undocs.org/en/A/RES/75/308

Expo-Congrès mondial de l'IWA sur l'eau : de l'eau pour des villes intelligentes et vivables : L'Expo-Congrès mondial sur l'eau va rapporter les avancées accomplies dans le secteur de l'eau au regard des ODD. L'accent sera mis sur l'ODD 6 (eau propre et assainissement). L'événement explorera et mettra en exergue les différents liens entre l'eau et les 17 ODD. L'appel à contenus est ouvert jusqu'au 31 décembre 2021. **dates** : 22 septembre 2022 **lieu** : Copenhague, Danemark **www** : worldwatercongress.org/

Septième Congrès de la CGLU : Le cinquième Sommet mondial des leaders locaux et régionaux se déroulera fin 2022 sur le thème « Unis pour avancer ». Ayant évolué à partir d'un simple rassemblement de maires, de conseillers et de partenaires, le Congrès offre désormais à toute la collectivité ainsi qu'aux membres de la société civile la possibilité de « prendre part à l'avenir du mouvement municipal ». **dates** : 10-14 octobre 2022 **lieu** : Daejeon, République de Corée **www** : www.uclg.org/en/media/news/daejeon-will-host-next-uclg-world-congress-2022

Glossaire

ALR	Autorités locales et régionales
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CdP	Conférence des Parties
CGLU	Organisation des Cités et gouvernements locaux unis
CGLU-ASPAC	CGLU Asie Pacifique
CGLU-MEWA	CGLU Moyen-Orient et Asie occidentale
NAU	Nouvel agenda urbain
ODD	Objectifs de développement durable
OIDP	Observatoire international de la démocratie participative